

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 22 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUHN - HUARD

2, rue du Québec – Zone Horizon
44110 CHATEAUBRIANT

Références : N6-2022-0675

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement KUHN - HUARD implanté 2, rue du Québec – Zone Horizon - 44110 CHATEAUBRIANT. L'inspection a été annoncée le 16/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une inspection courante ayant pour objet notamment de faire le point sur les suites de l'inspection de 2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUHN - HUARD
- 2, rue du Québec – Zone Horizon - 44110 CHATEAUBRIANT
- Code AIOT dans GUN : 0006301454
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

KUHN HUARD, appartenant au groupe BUCHER, est spécialisé dans le développement, la commercialisation et la production de machines agricoles dédiées au labour, au déchaumage et au semi. Le site de 17,5 hectares emploie environ 500 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative et de l'établissement
- Plan de gestion de solvants
- Rejets atmosphériques
- Rejets aqueux
- Risque foudre
- Réserve d'eau en cas d'incendie
- Bassin de confinement des eaux d'extinction
- Bilan annuel légionelles

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 1.2.2.	/	Mise en demeure, dépôt de dossier
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 1.2.1.	/	Mise en demeure, dépôt de dossier
Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 4.3.6., 4.3.10 et 9.2.4	/	Mise en demeure, dépôt de dossier
Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 4.3.8. et 9.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Validation de la chaîne de mesure de l'auto-surveillance eau	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 9.1.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.5.5.	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 28/10/2019, article annexe à l'article R.511-9	/	Sans objet
COV annexe III de l'arrêté du 02/02/1998 et COV CMR	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.4.	/	Sans objet
Ouvrages de rejet à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1.	/	Sans objet
Réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.5.3.	/	Sans objet
Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.2.7.	/	Sans objet
Bilan annuel légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. de l'annexe I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures comparatives sur les rejets	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 9.1.2.	/	Sans objet
Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.4. et 3.3.5.	/	Sans objet
Conformité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.3., 3.3.4., 9.2.1. et 9.2.2.	/	Sans objet
Rétentions associées aux stockages de liquides	Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.4.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater des non-conformités majeures à la réglementation applicable :

- Absence de porter à connaissance réalisé pour des évolutions notables depuis l'arrêté préfectoral de 2014 (augmentation de 50% de la surface bâtie du site, plusieurs extensions de bâtiments dont une au moins concernée par la rubrique 2560, cessation d'activité rubrique 2564 à effectuer, classement sous une nouvelle rubrique 2563 à évaluer, modifications apportées au réseau d'eaux pluviales) ;
- Bassin de confinement des eaux non étanche et envahi de végétaux ;
- Absence de mesures mensuelles de débits, pH et DCO (en dehors des mesures semestrielles pour le pH et la DCO) ;
- Absence de vérification de la chaîne de mesure dédiée à l'autosurveillance Eau.

L'inspection a permis de constater le respect de certaines prescriptions relatives au Plan de Gestion de Solvants, aux rejets atmosphériques et aux rétentions associées aux stockages de liquides.

L'exploitant doit également fournir des éléments complémentaires sur certains points.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 1.2.2.
Thème(s) : Situation administrative, Surfaces bâties
Prescription contrôlée : Article 1.2.2. Situation de l'établissement Les installations sont implantées sur les parcelles n° 9614, 9015, 9016, de la section AX du plan cadastral de la commune de Châteaubriant représentant une superficie totale de 175 600 m ² pour une superficie bâtie de 34 000 m ² et des surfaces imperméabilisées de 94 000 m ² . Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement. L'atelier d'application de peintures poudres porte sur une surface de 3 000 m ² . Il est implanté en partie Nord du site entre le bâtiment de montage peinture existant et le bâtiment montage semoir.
Constats : L'exploitant, préalablement aux échanges sur les différents points de contrôle prévus, a effectué une présentation de la société, du site et de ses activités, transmise également après l'inspection. Cette présentation fait état de plusieurs extensions des bâtiments et parking du site, intervenus depuis 2010 (dépôt du dossier de demande d'autorisation) avec une surface totale bâties actuelle de 51000 m ² , soit une augmentation de 50% par rapport à la situation autorisée par arrêté préfectoral du 12 juin 2014. Par ailleurs, l'exploitant fait part de permis de construire déposés récemment pour des extensions de bâtiments de montage (deux parties de 1400 m ² et une partie de 2400 m ²). Une zone enherbée de 6000 m ² destinée à devenir une zone de stockage extérieure est également en cours de décaissement pour imperméabilisation. D'après les données et informations en possession de l'inspection des installations classées, seules l'extension de l'atelier de montage de 3012 m ² en 2014, la déclaration d'une installation de remplissage et distribution de GPL en 2014, et l'extension de bâtiment de 1110 m ² comportant un atelier mécanique en 2018 ont fait l'objet de porter à connaissance du préfet ou d'une information de l'inspection des installations classées. Les autres modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation en référence aux articles L.181-14 et R.181-46 ou R. 512-46-23 du code de l'environnement selon le régime de l'établissement. A l'issue de l'inspection, à la demande de l'inspectrice, l'exploitant a fourni un plan des installations classées du site. Par comparaison avec la localisation sur photo aérienne des extensions successives des surfaces bâties, il apparaît que plusieurs installations classées sont localisées au niveau de ces bâtiments.
Observations : L'exploitant devra établir un dossier de porter à connaissance au préfet de l'ensemble des modifications du site, avec un volet régularisation pour les modifications déjà réalisées ou en cours, et un volet projet pour les modifications à venir. Ce dossier devra contenir l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires par rapport au dernier dossier de demande d'autorisation. Il pourra utilement s'appuyer sur la note DGPR-Ministère de la Transition Ecologique du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra analyser la situation de ses projets susceptibles d'être soumis à évaluation environnementale ou à examen au cas par cas au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement (notamment sa rubrique 39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2019, article annexe à l'article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1978
Prescription contrôlée : 1978. Solvants organiques (Directive IED) - applicable à compter du 1er janvier 2020 (Rubrique créée par le Décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019) Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : Cf tableau nomenclature
Constats : L'exploitant ne s'est pas encore positionné par rapport à cette rubrique applicable depuis le 1er janvier 2020, et n'a pas demandé de bénéfice d'antériorité en référence à l'article L. 513-1 du code de l'environnement. L'inspecteur a attiré l'attention de l'exploitant sur l'article 7 de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant a indiqué que dans le cadre de son positionnement vis-à-vis de cette rubrique, il étudie actuellement la possibilité d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, en association avec un autre site français du groupe.
Observations : L'exploitant devra fournir en réponse à l'inspection sa situation vis-à-vis de cette rubrique 1978, mettre à jour son tableau de classement ICPE dans le cadre du dossier de régularisation à déposer auprès des services de la préfecture, et veiller à respecter les dispositions de l'arrêté du 13 décembre 2019 précité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 1.2.1.

Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement du site

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	régime
2560-B-1	Métaux et alliages (Travail mécanique des) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	3 436 kw	E
2940-1-a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé "au trempé". Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 1000 litres.	16 500 l	A
2940-2-a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit,	450 kg/j	A

	etc. lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/j.		
2940-3-a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 20 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 200 kilogrammes/jour.	164 kg/j	DC
1220-3	Emploi et stockage de l'oxygène la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t.	3,4 t	D
1434-1-b	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h mais inférieur à 20 m ³ /h.	1,44 m ³ /h	DC
1432-2-b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	16,6 m ³	DC
2561	Trempé recuit, revenu des métaux et alliages	/	D
2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	560 l	DC
2575	Emploi de matières abrasives. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	419 kw	D
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	910 kw	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	72 kW	D

A (autorisation) ou D (déclaration), DC (déclaration soumise au contrôle périodique)

Constats : L'exploitant a présenté la situation administrative du site vis-à-vis des rubriques :

- 2560 : de par les changements successifs de machine, il calcule une capacité totale actuelle de 3291 kW, inférieure aux 3436 kW autorisés. Toutefois, ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet ou de l'inspection des installations classées, et ce depuis 2010.
- 2940-1-a : il ne mentionne pas de changement mais ne fournit pas de justificatif ;
- 2940-2-a : pas de changement. Toutefois, il indique considérer une moyenne sur l'année, ce qui ne correspond pas à la grandeur caractéristique à considérer qui est la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre ;
- 2940-3-a : il présente les masses totales annuelles de produits mises en œuvre depuis 2016 et calcule une quantité moyenne journalière de produits mis en œuvre sur la base du nombre de jours travaillés. Or c'est la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre qui est à considérer également. Les valeurs moyennes sont proches de la valeur autorisée de 164 kg/j (156 kg/j en 2018 au maximum).

<p>Il calcule une moyenne 2021 de 154 kg/j en 2021 en considérant 230 jours travaillés alors que pour les autres années il considère 220 jours.</p> <p>Il a indiqué en complément à l'inspecteur que la situation restait inchangée vis-à-vis des rubriques visant le stockage d'oxygène (anciennement rubrique 1220), 1434-1-b, 2575 (grenailleuses inchangées), 2921-b (TAR inchangée).</p> <p>Concernant la rubrique 2564, il indique que les fontaines solvantes ont été remplacées par des fontaines lessiviellles. Or la cessation de cette activité n'a pas été notifiée au préfet, et il n'a pas été porté à connaissance cette modification.</p> <p>Concernant les rubriques 1432 et 2925, il indique que les valeurs présentées en 2010 dans le dossier de demande d'autorisation sont susceptibles d'avoir évolué.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra, dans le cadre du dossier de régularisation à constituer, mettre à jour son tableau de classement en considérant les grandeurs caractéristiques adaptées (valeur maximale) et y inclure les justificatifs associés pour chacune des rubriques.</p> <p>Concernant la rubrique 2564, la note ministérielle de la DGPR du 15 mars 2022 sur le changement de régime ICPE confirme qu'il convient de considérer une réduction d'activité impliquant que l'installation ne soit plus classée ICPE comme une mise à l'arrêt et faire l'objet d'une cessation d'activité. Ce volet doit donc être intégré au dossier de régularisation.</p> <p>En fonction des caractéristiques du procédé associé aux fontaines lessiviellles, il convient également d'évaluer au travers de ce dossier le classement de l'activité de nettoyage au moyen de ces fontaines sous la rubrique 2563.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>

Nom du point de contrôle : Plan de gestion de solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.4. et 3.3.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PGS et émissions de solvants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 3.3.4. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014</p> <p>Pour les installations d'application de peinture liquide, [...] le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>La démonstration du respect de ce point est apportée annuellement par la réalisation d'un Plan de Gestion des Solvants dans lequel sont mentionnées les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées si l'utilisation de solvants est supérieure à 30 tonnes.</p> <p>article 3.3.5. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014</p> <p>Quantités maximales rejetées</p> <p>La quantité maximale de solvants émise à l'atmosphère doit rester dans les limites prises en compte dans l'étude des risques sanitaires (ERS) du dossier, à savoir 55,2 tonnes pour une consommation de 67,5 tonnes.</p>
<p>Constats : Les PGS 2019, 2020 et 2021 ont bien transmis tous les ans, la consommation annuelle de solvants étant supérieure à 30 tonnes.</p> <p>Le flux des émissions diffuses est bien resté en dessous des 20% de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>Les émissions de COV sont respectivement de 22,8 tonnes, 23 tonnes et 26,6 tonnes sur ces trois années, ce qui reste bien en dessous de la quantité maximale autorisée de 55, 2 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : COV annexe III de l'arrêté du 02/02/1998 et COV CMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, COV spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les produits utilisés contiennent des composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 les valeurs limites visées ci-dessus sont ramenées à 20 mg/m3 si le flux horaire de ces composés dépasse 0,1 kg/h.</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H1340, H350, H350i, H360D ou H360F ou Les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.</p> <p>L'étude technico-économique visée ci-dessus abordera aussi l'aspect substitution de ces produits à phrases de risques.</p> <p>Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m3 en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m3 est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>
<p>Constats : Cette demande d'identification de la présence de COV visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 a été faite par message électronique de l'inspection des installations classées du 07/05/2019.</p> <p>Or aucune précision n'a été apportée à ce sujet dans le PGS 2020 ni le PGS 2021.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué avoir identifié l'utilisation de trois produits contenant une substance COV à mention de danger H351 Susceptible de provoquer le cancer (CMR) à partir du 17/12/2022 (règlement délégué 2021/849 de la commission du 11 mars 2021 venant modifier le règlement CLP). Cette substance est le 4-METHYLPENTAN-2-ONE [CAS 108-10-01]. Il indique que leur fournisseur étudie sa substitution.</p> <p>Il précise que toute introduction de nouveau produit sur le site passe par le service HSSE qui analyse et collecte les FDS. Un projet de gestion informatique des FDS est en cours d'étude.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra préciser dans les futures versions de ses Plans de Gestion de Solvants la présence de COV CMR ou visés en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 et les identifier.</p> <p>Il devra préciser l'issue de la démarche de substitution du COV futur CMR identifié.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 3.3.3., 3.3.4., 9.2.1. et 9.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de poussières et COV

Prescription contrôlée :

Article 3.3.3. Conditions générales de rejet

N° de conduit	Rejet des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h
Conduit N° 1	poussières	10 100 Nm ³ /h
Conduit N° 2	poussières	7 600 Nm ³ /h
Conduit N° 3	COV	37 000 Nm ³ /h
Conduit N° 4	COV	160 000 Nm ³ /h
Conduit N° 5	COV	192 000 Nm ³ /h
Conduit N° 8	poussières	22 000 Nm ³ /h

Article 3.3.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg /Nm ³	Poussières	COV
Conduit N° 1	40 mg /Nm ³	/
Conduit N° 2	40 mg /Nm ³	/
Conduit N° 3	/	50 mg /Nm ³
Conduit N° 4	/	50 mg /Nm ³ en mode séchage* 75 mg /Nm ³ en mode application*
Conduit N° 5	/	50 mg /Nm ³ en mode séchage* 75 mg /Nm ³ en mode application*
Conduit N° 8	40 mg /Nm ³	/

*Si l'exploitant n'est pas en capacité de justifier le mode de fonctionnement de ses cabines au moment des prélèvements (application où séchage), la valeur limite de rejet à prendre en compte par défaut est de 50 mg/Nm³.

Article 9.2.1. Auto-surveillance des émissions atmosphériques

Les mesures portent sur les rejets suivants :

N° de conduit	Installations raccordées	Type de rejet
1	cabine de polissage	poussières
2	cabine de grenaillage pour application peintures liquides	poussières
3	cabine peintures forge (base aqueuse)	COV
4	Cabine peintures solvants (préparation)	COV
5	Cabine peintures solvants (finition)	COV
8	Cabine grenaillage pour application poudres	poussières

Article 9.2.2. Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant doit assurer annuellement une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres énumérés à l'article 9.2.1 ci-dessus.

Constats : L'inspecteur a abordé les suites de la remarque R1 de l'inspection de 2015 : "Le rapport APAVE du 20/21 janvier 2014 met en évidence la conformité des rejets (polissage/grenaillage/cabines de peinture) à l'exception des rejets de la cabine de grenaillage pour l'application de peinture poudres (conduit n°8). Dans un premier temps, le filtre de cette cabine a été changé car il était détérioré. Des nouvelles mesures de poussières ont été faites le 8/4/14 et montrent la conformité de l'installation. Dans un deuxième temps (fin 2014), le système de dépoussiérage a été complètement changé pour être plus robuste. Des mesures du 26/9/14 montrent la conformité de la nouvelle installation.

Attention, le rapport des mesures du 26/9/14 ne fait pas référence aux VLE actualisées de l'AP du 12/06/14."

L'exploitant confirme que les filtres des cabines de grenaillage ont été équipés de capteurs de pression de manière à s'assurer de l'absence de fuites.

<p>L'exploitant a transmis avant l'inspection les rapports de contrôle des rejets atmosphériques des cabines de grenaillage pour 2021 et 2022 (conduits n°2 et 8 en référence à l'arrêté préfectoral) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intervention du 14/04/2021 pour les cabines de grenaillage Forge (application de peintures liquides) et grenaillage pour application poudre ; - Interventions du 08/02/2022 pour la cabine grenaillage poudre, et du 29/03/2022 pour la cabine de grenaillage Forge. <p>Ces rapports montrent la conformité des rejets de poussières.</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspecteur a également consulté les rapports de contrôle des rejets de COV des cabines de peinture (peintures forge, préparation, et finition) du 27/04/2021 et du 08-09/02/2022. Les concentrations en COV mesurées sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ouvrages de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de la cabine grenaillage forge
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.</p> <p>Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).</p>
Constats : L'inspectrice a constaté lors de la visite que la cheminée de rejet de la cabine grenaillage forge était munie d'un chapeau chinois.
Observations : L'exploitant devra préciser le calendrier des actions correctives pour mise en conformité à cette exigence réglementaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 4.3.6., 4.3.10 et 9.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejet

Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Aménagement des points de prélèvements

Les ouvrages de rejet sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur. Ils permettent une bonne diffusion des effluents. Les points de rejet sont aménagés de manière à permettre le prélèvement d'échantillons et la mesure représentative des caractéristiques du rejet (débit, température, concentration). Ils sont aisément accessibles pour permettre les interventions en toute sécurité. Les systèmes de prélèvements continus proportionnels au débit disposent d'enregistrement et permettent une conservation adaptée des échantillons (température ...).

Article 4.3.10. Valeurs limites des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
pH	5,5 et 8,5
DCO	125
MES	35
DBO ₅	30
Chrome et composés (en Cr)	0,5
Nickel et composés (en Ni)	0,5
Manganèse et composés (en Mn)	1
Azote global	15
Phosphore total	2
Aluminium + Fer et composés	5
Hydrocarbures totaux	10

Article 9.2.4, Auto-surveillance des eaux résiduaires

Fréquence et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

[...]

Pour les eaux pluviales devant respecter des valeurs limites en sortie, la surveillance est réalisée de la manière suivante :

Paramètre	Fréquence
pH	annuelle
DCO	annuelle
MES	annuelle
DBO ₅	annuelle
Chrome et composés (en Cr)	annuelle
Nickel et composés (en Ni)	annuelle
Manganèse et composés (en Mn)	annuelle
Azote global	annuelle
Phosphore total	annuelle
Aluminium + Fer et composés	annuelle
Hydrocarbures totaux	annuelle

Constats : L'inspecteur a abordé les suites de la remarque R3 de l'inspection de 2015 : "Le réseau de collecte des eaux pluviales qui concerne notamment le secteur des bâtiments construits avant 1998 (réseau eaux pluviales n°2 d'après l'AP) ne possède pas de point de prélèvement. Il n'y a donc pas de suivi de la qualité de ces eaux (essentiellement des eaux de toitures et de voiries (stockage de matériels)).

L'exploitant doit examiner :

- la possibilité de mettre en place un point de prélèvement dédié à ce rejet
- ou la possibilité et l'impact de dévier ce rejet sur le réseau des eaux pluviales n°1 équipé d'un tel point de prélèvement."

L'exploitant indique qu'une canalisation enterrée a été créée pour renvoyer les eaux de toitures rejetées initialement au point de rejet Eaux pluviales 2 vers le bassin de décantation ayant pour point de rejet équipé Eaux pluviales 1.

Concernant les eaux pluviales, l'exploitant a transmis avant l'inspection les analyses des eaux de sortie du bassin de décantation pour des prélèvements effectués le 08/06/2020 puis le 01/06/2021. Les concentrations mesurées respectent les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral du 12/06/2014.

L'exploitant indique ne plus faire réaliser d'analyses sur les rejets de l'aire de lavage des charrues car il est difficile d'organiser le prélèvement à un moment où le lavage des charrues, opération ponctuelle, est effectué, et par ailleurs que pour lui ce prélèvement équivaut quasiment à une analyse de l'eau de ville utilisée pour le lavage, les eaux de rejets n'étant pas polluée par ce lavage. Enfin, il indique que ces eaux de lavage rejoignent le bassin de décantation dont les eaux de rejets font l'objet d'une analyse annuelle.

Il n'a donc pu présenter les résultats d'analyses de 2020 et 2021 sur ces eaux de rejets de lavage des charrues.

L'exploitant a précisé qu'il faisait effectuer régulièrement un curage et un entretien du séparateur d'hydrocarbures traitant les eaux de lavage des charrues.

Observations : L'exploitant devra inclure les modifications apportées au réseau d'eaux pluviales et ses exutoires dans le dossier de régularisation attendu. Il devra entre autres justifier que les eaux de toitures des bâtiments avant 1998 rejoignent le bassin de décantation, et que celui-ci collecte également les eaux de l'aire de lavage des charrues après pré-traitement dans le séparateur d'hydrocarbures.

Le dossier de régularisation devra permettre de vérifier la compatibilité des modifications avec le SDAGE et le SAGE éventuel, notamment en ce qui concerne le débit de fuite du bassin de décantation.

L'exploitant devra par ailleurs justifier de l'entretien régulier du séparateur d'hydrocarbures précité auprès de l'inspection des installations classées, en réponse au présent rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 4.3.8. et 9.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux usées

Prescription contrôlée :

Article 4.3.8. Eaux résiduaires

Les eaux résiduaires du site sont composées des eaux domestiques (sanitaires, douches, etc.) pour environ les trois quarts du rejet et des eaux industrielles pré-traitées pour un quart. Elles rejoignent le réseau eaux usées communal pour être traitées dans la station de Châteaubriant.

Les eaux industrielles doivent respecter en sortie de la station de prétraitement prévue au 4.3.5 (avant d'être mélangées aux eaux domestiques du site), les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Moyen journalier : 3 m ³ /j	
	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)
pH	5,5 et 8,5	/
DCO	800	2,4
MES	100	0,3
DBO ₅	300	0,9
Chrome et composés (en Cr)	0,5	0,0015
Nickel et composés (en Ni)	0,5	0,0015
Manganèse et composés (en Mn)	1	0,003
Azote global	15	0,045
Phosphore total	2	0,006
Aluminium + Fer et composés	5	0,015
Hydrocarbures totaux	10	0,03

Article 9.2.4. Auto-surveillance des eaux résiduaires

Fréquence et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

Pour les eaux industrielles devant respecter des valeurs limites en sortie de pré-traitement (article 4.3.8), la surveillance est réalisée de la manière suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit moyen journalier	mensuelle
pH	mensuelle
DCO	mensuelle
MES	semestrielle
DBO ₅	semestrielle
Chrome et composés (en Cr)	semestrielle
Nickel et composés (en Ni)	semestrielle
Manganèse et composés (en Mn)	semestrielle
Azote global	semestrielle
Phosphore total	semestrielle
Aluminium + Fer et composés	semestrielle
Hydrocarbures totaux	semestrielle

Constats : L'inspecteur a abordé les suites de la remarque R2 de l'inspection de 2015 : "Le suivi semestriel sur l'ensemble des paramètres des rejets de la station de pré-traitement des effluents industriels (rejets inférieurs à 3m³/j) met en évidence des légers dépassements des valeurs limites :

- lors du prélèvement du 22/05/14 : sur le paramètre Fer + Aluminium : 9,1mg/l au lieu de 5mg/l
- lors du prélèvement du 03/12/14 : sur les paramètres :
 - Fer + Aluminium : 40,3mg/l au lieu de 5 mg/l
 - HCT : 28 mg/l au lieu de 10 mg/l
 - DCO : 230 mg/l au lieu de 100 mg/l"

L'exploitant a présenté les résultats 2021 d'analyses semestrielles du "Rejet de l'aire de lavage des outillages" tel que présenté sur les rapports d'analyse du laboratoire, avec un prélèvement le 1er juin 2021 puis le 9 décembre 2021.

<p>Ces résultats ne montrent pas de dépassement des valeurs limites en concentraion imposées par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas pu présenter de résultats de mesures mensuelles de débit moyen journaliser, pH et DCO (en dehors des mesures semestrielles). Il a précisé à l'inspectrice qu'un relevé mensuel des volumes rejetés était effectué par le personnel de maintenance du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Validation de la chaîne de mesure de l'auto-surveillance eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 9.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification complète de la chaîne de mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans le présent arrêté au titre de l'auto surveillance eau.</p> <p>Le cahier des charges et le choix de l'organisme seront préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette vérification portera sur les conditions de prélèvement, de conservation, d'analyse et d'exploitation des résultats. Le rapport de vérification comportera une synthèse concluant sur le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport de vérification dans un délai de trois mois à compter de sa finalisation par l'organisme extérieur, accompagné des propositions d'améliorations qui s'avéreraient nécessaires. Ces propositions préciseront notamment les délais et les modalités de mise en œuvre.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspectrice un rapport de vérification complète de la chaîne de mesure d'autosurveillance eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mesures comparatives sur les rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 9.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspectrice des mesures comparatives sur les rejets eau et air du site.</p> <p>Toutefois, après l'inspection, il a démontré que les mesures effectuées sur les rejets atmosphériques et aqueux du site étaient assurées par deux organismes agréés.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de la réserve en eau
Prescription contrôlée : Article 7.5.3, Ressources en eau et mousse L'établissement dispose a minima : — d'une réserve d'eau de 500 m3 [...]
Constats : Les suites de la remarque R5 de l'inspection de 2015 ont été abordées : "La réserve d'eau pour la lutte contre l'incendie est pleine de végétaux. La disponibilité de cette réserve pour un pompage par le SDIS est à vérifier". L'inspectrice a constaté que cette réserve était toujours pleine de végétaux. L'exploitant a précisé que des regards de pompage avaient été ajoutés depuis la dernière inspection, sur conseil du SDIS 44.
Observations : En réponse au présent rapport, l'exploitant devra justifier des échanges avec le SDIS validant la possibilité de pompage dans ce bassin au moyen des regards mis en place. Il devra également, sur la base de la géométrie actuelle du bassin et l'accumulation de végétaux à l'intérieur, justifier du respect d'un volume disponible de 500 m3 pour la réserve incendie. Dans le cadre du dossier de porter à connaissance à déposer, le volet défense incendie devra être ré-évalué.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.5.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
Prescription contrôlée : Article 7.5.5, Protection des milieux récepteurs Bassin de confinement et bassin d'orage Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 900 m3. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage. sont collectées dans le même bassin. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service sont actionnables en toutes circonstances.
Constats : L'inspectrice a constaté que le bassin de confinement n'est pas étanche: il contient de nombreux végétaux enracinés au fond du bassin, et la terre à nue est visible sur la partie non en eau du bassin. L'exploitant a indiqué qu'il avait été agrandi en 2013 dans le cadre de l'extension du parking et du contournement du site aménagé. Les niveaux d'eau dans les deux bassins (réserve incendie et bassins de décantation) contigus sont relativement proches avec une digue de séparation peu élevée. Par ailleurs, la vanne de sortie du bassin de décantation était fermée alors qu'elle doit être ouverte en situation normale.
Observations : Le dossier de porter à connaissance à déposer devra comprendre une évaluation des besoins en termes de confinement des eaux d'extinction, au regard des modifications apportées au site. Le fonctionnement et les volumes nécessaires des deux bassins devront y être clarifiés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rétentions associées aux stockages de liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats : L'inspectrice a abordé les suites de l'écart E2 relevé lors de l'inspection de 2015 : "Lors de la visite du site il a été constaté à divers endroits des stockages temporaires de produits/déchets hors rétention et/ou hors abris des intempéries :</p> <ul style="list-style-type: none">• cabine peinture « charrue » : de la peinture en attente devant les cabines hors rétention,• zone réception livraison : 5 palettes de peinture hors rétention,• local maintenance : 1 cuve d'huiles usagées hors rétention,• devant le local de stockage des peintures : plusieurs fûts de diluants ou peintures vides ou pleins hors rétention. <p>Ce constat a déjà été fait lors de la précédente visite."</p> <p>L'inspectrice s'est rendue au niveau de la cabine de peinture forge, au magasin de la maintenance et au local de stockage de peintures. Il n'a pas été constaté de produits hors rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2014, article 7.2.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.2.7, Protection contre la foudre</p> <p>Pour les installations du site soumises à autorisation, une analyse du risque foudre (ARF) est réalisée, par un organisme compétent.</p> <p>L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisés, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p> <p>Constats : L'inspectrice a abordé les suites de l'écart E1 de l'inspection de 2015 : "Une Analyse de risque foudre a été réalisée (Rapport DEKRA du 8 au 8 février 2010). Une étude détaillée a été faite en septembre 2010.</p> <p>Les contrôles et vérifications associés (art. 19 et 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) ne sont pas mis en œuvre sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de notice de vérification et de maintenance, • absence de carnet de bord, • absence de vérification initiale complète par un organisme compétent, • absence de vérification tous les 2 ans par un organisme compétent, • lors de la visite des installations, il a été constaté qu'une agression par la foudre a été enregistrée sur le bâtiment de préparation des peintures. L'exploitant n'avait pas relevé cet enregistrement et n'a pas procédé à la vérification prévue suite à un tel événement." <p>L'inspectrice a pu consulter le carnet de bord.</p>

La dernière vérification complète a eu lieu le 13/12/2021. La précédente vérification complète a été faite en décembre 2019. Ces rapports font état de nombreuses non-conformités, notamment liées aux modifications successives du site. L'exploitant a engagé une nouvelle analyse du risque foudre et étude technique associée, avec une première intervention du prestataire le 9 juin 2022.

Observations : L'exploitant devra transmettre l'analyse du risque foudre et étude technique associée, et le calendrier de mise en oeuvre des actions de mise en conformité associées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan annuel légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel légionelles
Prescription contrôlée : I. 1. c) [...] Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.[...] V. Bilan annuel Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
Constats : Le bilan légionelles de 2021 mentionne un arrêt de l'installation du 24/07/2021 au 22/08/2021. Or aucune analyse de légionelles n'a été effectuée dans les 48h à 1 semaine suivant le redémarrage de l'installation. L'exploitant indique qu'il avait eu un problème de disponibilité du laboratoire. Pour 2019, un arrêt de l'installation a eu lieu entre le 26/07/2019 et le 18/08/2019. Une analyse de légionelles a bien été effectuée suite à un prélèvement le 26/08/2019. Pour 2020, un arrêt estival est intervenu jusqu'au 23/08/2020, et une analyse de prélèvement réalisé le 24/08/2020 a été effectuée. Sur la base des échanges avec l'exploitant concernant ces trois bilans annuels, il apparaît qu'ils font état d'arrêts jusqu'au 31/12 chaque année, alors que ces arrêts se prolongent l'année suivante, sans que le bilan suivant ne fasse état de la date effective de fin d'arrêt.
Observations : Il convient de respecter le délai de prélèvement pour analyse suivant le redémarrage de la TAR du site. Par ailleurs, les prochains bilans annuels devront mentionner les dates de fin d'arrêt hivernal aux fins de vérification du respect de ce délai d'analyse.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet